
De:

Envoyé:

20 janvier 2025 10:51

Objet:

TR: Demande d'accès à l'information - Politique(s) télétravail

ATTENTION: Ce courriel provient d'un expéditeur externe. Merci d'être vigilant, particulièrement avec les liens et pièces jointes.

Madame ou Monsieur,

En vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* du Québec, j'aimerais, par la présente, vous communiquer une demande d'accès à l'information portant sur la documentation que vous détenez suivante :

- **La ou les politiques de télétravail** qui régissent ce type de travail au sein de votre établissement, et ce, pour toutes les catégories de salariés.
 - Elle ou elles peuvent :
 - exister de façon autonome ou constituer une partie d'une autre politique d'organisation du travail plus vaste;
 - prendre la forme d'une politique verbale ou écrite, d'un article ou d'une lettre d'entente à l'intérieur d'un contrat individuel de travail ou d'une convention collective de travail, etc.
 - Elle ou elles doivent couvrir les périodes contenues entre l'automne 2023 et aujourd'hui. Au besoin, plus d'une version peut être fournie afin de couvrir cette période.

Je demeure disponible pour toute demande de précision afférente à la présente demande.

Cordialement,

De: accesinfo
Envoyé: 4 février 2025 09:40
À:
Cc: accesinfo
Objet: RE: Demande d'accès à l'information - Politique(s) télétravail
Pièces jointes: Politique RH - Télétravail_2019.pdf; PR_Retour au bureau_Guide d'information_R02_2022-06-21.pdf

La présente fait suite à votre demande reçue le 20 janvier 2025 en lien avec les politiques de télétravail de l'ARTM.

Votre demande fait état de la période post-automne 2023 et l'ARTM ne détient pas de documents à partir de cette période. Néanmoins, l'ARTM vous transmet les documents suivants en pièces jointes:

- Le guide d'informations – Retour au bureau (juin 2022);
- La section portant sur le télétravail de la politique de ressources humaines (2019).

Veuillez noter que conformément aux articles 135 et suivants de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ c.A-2.1), la présente décision peut faire l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information, et ce, dans les 30 jours suivant la date des présentes.

Nous vous prions d'agréer nos salutations distinguées.

Accès info
ARTM